

LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN FRANÇAIS, EN MILIEU MINORITAIRE, AU CANADA

Après plus d'une année de travail, le Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne (CARHFC), a publié, en février dernier, un plan directeur sur la formation de la main-d'oeuvre francophone vivant en milieu minoritaire.

Créé en novembre 1993 avec l'aide du ministère canadien du Développement des ressources humaines, ce comité regroupe des représentants du gouvernement, de la francophonie, des syndicats et des patrons.

Au départ, le Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre avait comme mandat d'examiner le dossier de la formation de la main-d'oeuvre de la francophonie canadienne. Mais l'ampleur du problème est telle et la situation à ce point critique, de l'aveu même du comité, qu'on a estimé qu'il fallait aussi, s'attaquer à la question du développement économique des régions francophones pour éviter de former des travailleurs à des emplois qui n'existent pas.

Le Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne (CARHFC) a, par la suite, tenu une conférence nationale les 28 et 29 avril dernier, dans le cadre de ses activités visant à valider le plan directeur sur la formation et l'adaptation de la main-d'oeuvre de la francophonie canadienne. Cette conférence a été le point culminant des consultations qui se sont déroulées dans les principales régions de la francophonie canadienne. Plus de 150 personnes, provenant de toutes les provinces et territoires, y ont participé.

Le document du plan directeur brosse un portrait économique peu réjouissant des communautés francophones. À l'exception de ceux qui sont très scolarisés et qui vivent dans les grands centres urbains, la situation économique des francophones est assez déplorable.

La situation économique de la franco-phonie canadienne démontre que les régions ont en commun une faible scolarisation, une participation moindre au marché du travail, une durée de travail conditionnée par la saison. Faible productivité dans l'industrie, sous-emploi chronique et dépendance accrue envers l'assurance-chômage, sont quelques-uns des maux diagnostiqués par le comité. Dans les régions de souche, les francophones sont sédentaires, majoritaires et éprouvent de façon générale des difficultés d'ordre économique.

Les faiblesses économiques des communautés francophones sont d'ailleurs nombreuses : économie basée sur les ressources, rareté du capital de risque, forte présence dans un secteur public en pleine décroissance, peu de moyennes et de grandes entreprises, exode des jeunes vers les centres urbains, décrochage scolaire et dépendance envers les programmes sociaux sont au nombre des faiblesses (il y en a vingt) du développement économique des francophones. Dans certaines régions francophones, les programmes sociaux représentent même jusqu'à 38 p. 100 du revenu global!

Le taux de participation des francophones au marché du travail est sous la moyenne nationale (68 p. 100) dans les régions francophones du Cap-Breton (53 p. 100, Évangéline à l'Î.-P.-É (62 p.100), du sud-ouest de la Nouvelle- Écosse (60 p. 100) et du nord du Nouveau-Brunswick (60 p. 100).

Règle générale, les emplois occupés par les francophones sont généralement de moindre durée et sont moins rémunérateurs.

Les francophones travaillent surtout dans le secteur primaire, celui des ressources, alors que les emplois de l'avenir sont concentrés dans le secteur tertiaire, non public.

Le comité situe le taux d'analphabétisme entre 30 p. 100 et 50 p. 100, selon les régions francophones.

Il existe pourtant des régions où les francophones ont des revenus supérieurs à la moyenne nationale. Ceux-là sont instruits, ont un emploi de longue durée et habitent les régions urbaines. Ils vivent au Yukon, dans la péninsule ontarienne, à Halifax, dans le sud-est de l'Ontario, à Calgary et à Edmonton de même qu'à Vancouver et Victoria.

Ce sont les francophones de la région de Halifax/Dartmouth qui bénéficient du meilleur statut socio-économique de toute la francophonie canadienne.

À l'inverse, la région Évangéline présente le pire scénario du point de vue socio-économique. Le travail saison-nier y est trois fois plus élevé que la moyenne nationale. Et alors qu'on ne cesse de vanter les mérites du développement communautaire et coopératif en donnant justement en exemple la région Évangéline, le comité se demande s'il ne faut pas davantage pour changer une région francophone si limitée sur le plan des ressources.

Voici le palmarès des 22 régions francophones selon le statut socio-économique des résidents, tel que tiré du document : État de la francophonie hors Québec en 1991, publié en mai 1994 par l'Institut canadien de recherche sur le développement régional. Ce document a été commandé par le Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne.

Dans l'ordre, les endroits où les francophones vivent le mieux, du point de vue socio-économique sont :

1. La région de Halifax-Dartmouth
2. Le Yukon et Territoires du Nord-Ouest
3. L'Île-du-Prince-Édouard (sauf région Évangéline)
4. Le sud-est ontarien, l'axe Ottawa-Cornwall
5. Le sud du Nouveau-Brunswick, à Fredericton et Saint John
6. Vancouver-Victoria
7. Calgary et Edmonton
8. Winnipeg-Saint-Boniface
9. Le reste de l'Ontario
10. Terre-Neuve et Labrador
11. Le reste de la Nouvelle-Écosse
12. La péninsule ontarienne, l'axe Toronto-Windsor, en passant par St. Catharines
13. La Saskatchewan
14. Le reste de l'Alberta
15. Les comtés mixtes du Nouveau-Brunswick (Victoria, Northumberland, Westmorland)
16. Le Manitoba dans les régions
17. La Colombie-Britannique dans les régions
18. Le nord-est de l'Ontario
19. Le Cap-Breton
20. Le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse
21. Le nord du Nouveau-Brunswick
22. La région Évangéline

Tiré de

L'Agence de presse francophone